

DEPARTEMENT de SAONE-ET-LOIRE

Conseillers en exercice :33

Présents à la séance :28

Pouvoir(s):5

Absent(s):0

Date de la convocation :17/09/26

Délibération n° DEL2026-184

**VILLE D'AUTUN**

**EXTRAIT  
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL**

**SEANCE DU 28 SEPTEMBRE 2026**

**ETAIENT PRESENTS A L'APPEL :**

M. Vincent CHAUVET, Mme Cathy NICOLAO, M. Jean-François JACQUEMIN, Mme Liliane MOUGIN-PEDUZZI, M. Philippe LARUE, Mme Monique GATIER, M. Gauthier GIMENEZ, Mme Céline GOUDIER POSZWA, Mme Marie-Françoise STRASBERG, M. Jean-Louis GUILLON, M. Alain DICHANT, M. Alain DURAND, Mme Francette GYBELS, Mme Isabel MARIN, M. Patrice MALFONDET, Mme Marie-Eve CORTET, Mme Corinne BOUTHIERE, Mme Sandrine GASSIER, M. Vincent VAUTRIN, Mme Annabelle RENOUD, Mme Anaïs PELUX, Mme Elisabeth BERTRAND, M. Jean-Marc ADAM de VILLIERS, Mme Laurence GALAND, Mme Virginie TURPIN, M. Aymerick DA SILVA REIS, M. Laurent LEDAIN, Mme Sophie DROUHIN.

**ONT DONNE PROCURATION :**

M. Metin ALBAYRAK donne pouvoir à M. Vincent CHAUVET, M. Jean-Louis CORMIER donne pouvoir à M. Jean-François JACQUEMIN, M. Patrick CAYEUX donne pouvoir à Mme Céline GOUDIER POSZWA, Mme Morgane BOUCHARD donne pouvoir à M. Philippe LARUE, M. Frédéric BROCHOT donne pouvoir à Mme Sophie DROUHIN.

**SECRETAIRE DE SEANCE :** Madame Anaïs PELUX

---

**OBJET : Culture et Patrimoine - Convention-cadre de partenariat avec le Cinéma Arletty pour l'attribution d'une subvention annuelle de fonctionnement**

**Vu** le code général des collectivités territoriales ;

**Vu** l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec l'administration ;

**Vu** l'article L. 1612-25 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à l'attribution des subventions ;

**Vu** la délibération n°2024/123 du 23 septembre 2024 modifiant le règlement d'attribution et de mandatement des subventions aux associations ;

**Vu** la délibération du Conseil Municipal portant sur l'adoption de la Décision Modificative du budget principal du 28 septembre 2026 ;

**Vu** la demande de subvention du cinéma ;

**Vu** le projet de convention joint en annexe ;

**Considérant** la volonté de la Collectivité d'accorder un soutien financier annuel au fonctionnement du Cinéma Arletty pour une durée de 6 ans ;

**Considérant** le souhait de la Collectivité de contribuer ainsi à maintenir en centre-ville une activité cinématographique de qualité, l'établissement étant classé Art et Essai par le CNC et titulaire des labels Patrimoine et Répertoire, Jeune Public et 15/25 ans ;

**Considérant** que le montant de la subvention s'élèverait à 11.000 € et budgétaires 2026 à 2031 ;

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :**

**Article 1 : D'APPROUVER les termes de la convention-cadre de partenariat avec le Cinéma Arletty pour l'attribution d'une subvention annuelle de fonctionnement ;**

**Article 2 : D'ACCORDER une subvention de 11.000 € en 2026, intervenant en un versement unique soit 100 % du montant, attribuée selon le vote de la Décision Modificative du budget principal du 28 septembre 2026 ;**

**Article 3 : D'ACCORDER une subvention annuelle de 11.000 €, selon le vote du budget primitif par l'Assemblée délibérante de 2027 à 2031, sous réserve de la signature de la convention ou de l'avenant correspondant ;**

**Article 4 : DE PRECISER que les crédits correspondants sont inscrits à la Décision Modificative du budget principal du 28 septembre 2026 ;**

**Article 5 : D'AUTORISER Monsieur le Maire ou son représentant ayant reçu délégation à signer ladite convention ainsi que tout document s'y rapportant.**

Pour Extrait Conforme,

Le Maire,

Vincent CHAUVET

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux, devant le Tribunal Administratif de Dijon par le biais d'une requête sous format papier ou déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. L'auteur de la délibération peut également être saisi d'un recours gracieux dans le même délai. Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse, (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).